

CONVENTION DE PARTENARIAT ET D'EXCLUSIVITE POUR LE DEVELOPPEMENT D'UNE CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE AU SOL SUR LA COMMUNE DE MÂCON

Entre

1°) La Commune de MÂCON ayant son siège Quai Lamartine 71000 MACON immatriculée au répertoire SIRET sous le numéro 217 102 706 00017.

Représentée par Jean-Patrick COURTOIS en sa qualité de Maire, spécialement habilité aux fins des présentes aux termes d'une délibération du Conseil municipal en date du xx xxxx 2020.

2°) Le Syndicat Départemental d'Énergie de Saône et Loire (SYDESL) ayant son siège social à Cité de l'Entreprise, 200 Boulevard de la Résistance, 71000 MÂCON Immatriculée sous le n° 257 102 582.

Représentée par Fabien GENET en sa qualité de Président, spécialement habilité aux fins des présentes aux termes d'une délibération du xxx en date du xx xxxx 2020.

3°) La SEML COTE D'OR ENERGIES, société anonyme d'économie mixte locale, au capital de 2 240 000 euros, immatriculée au RCS de Dijon sous le n° 815 248 331, dont le siège social se trouve 9A Rue René Char – 21000 DIJON, représentée par Jean-Michel Jeannin en qualité de Directeur dûment habilité aux présentes,

4°) L'agglomération Mâconnais Beaujolais Agglomération

5°) La SEMA

Ci-après dénommées individuellement une « **Partie** » ou collectivement les « **Parties** »,

EXPOSE PREALABLE

Dans le cadre des dispositions de la loi de transition énergétique pour la croissance verte d'août 2015, la Commune de Mâcon a souhaité s'engager en développant des projets de production d'énergie renouvelable sur son territoire.

Le territoire de la commune Mâcon (ci-après la « **Commune** ») présente un potentiel en matière de photovoltaïque. Le développement d'un projet solaire serait dans la continuité des actions entreprises pour économiser l'énergie et lutter contre le dérèglement climatique.

Dans la perspective du développement d'un projet solaire au sol sur son territoire, la Commune souhaite favoriser l'investissement public tout en apportant et en valorisant sa propriété foncière. C'est dans ce contexte que la Commune a retenu le projet proposé par le SYDESL, son syndicat d'énergie, associé à la SEM de Côte d'Or Energies, spécialisée dans le développement, la construction et l'exploitation de projets d'énergie renouvelable.

Dans l'attente de la mise en œuvre effective d'un tel projet (ci-après le « **Projet** »), celui-ci nécessitant la réalisation d'un certain nombre d'études et de mise au point de ses conditions, les Parties sont convenues de conclure la présente convention de partenariat et d'exclusivité (ci-après la « **Convention** ») organisant et stipulant les actions restant à mener jusqu'à la mise en place effective de la Société de projet à créer pour les besoins et le portage dudit projet.

ARTICLE 1er : OBJET DE LA CONVENTION

Les Parties s'attacheront à suivre la philosophie du Projet dont les grandes lignes peuvent être résumées comme suit et non hiérarchisées par ordre d'importance :

- Réaffirmation de la volonté des acteurs à participer au développement d'énergies renouvelables sur leurs territoires ;
- Ancrage local et territorial ;
- Maximisation des retombées économiques pour les territoires concernés ;
- Fonctionnement démocratique, transparence de la gouvernance de la SAS à créer ;
- Valorisation du patrimoine foncier propriété de la commune de MÂCON ;
- Dimension pédagogique affirmée en faveur de la maîtrise de la consommation énergétique.

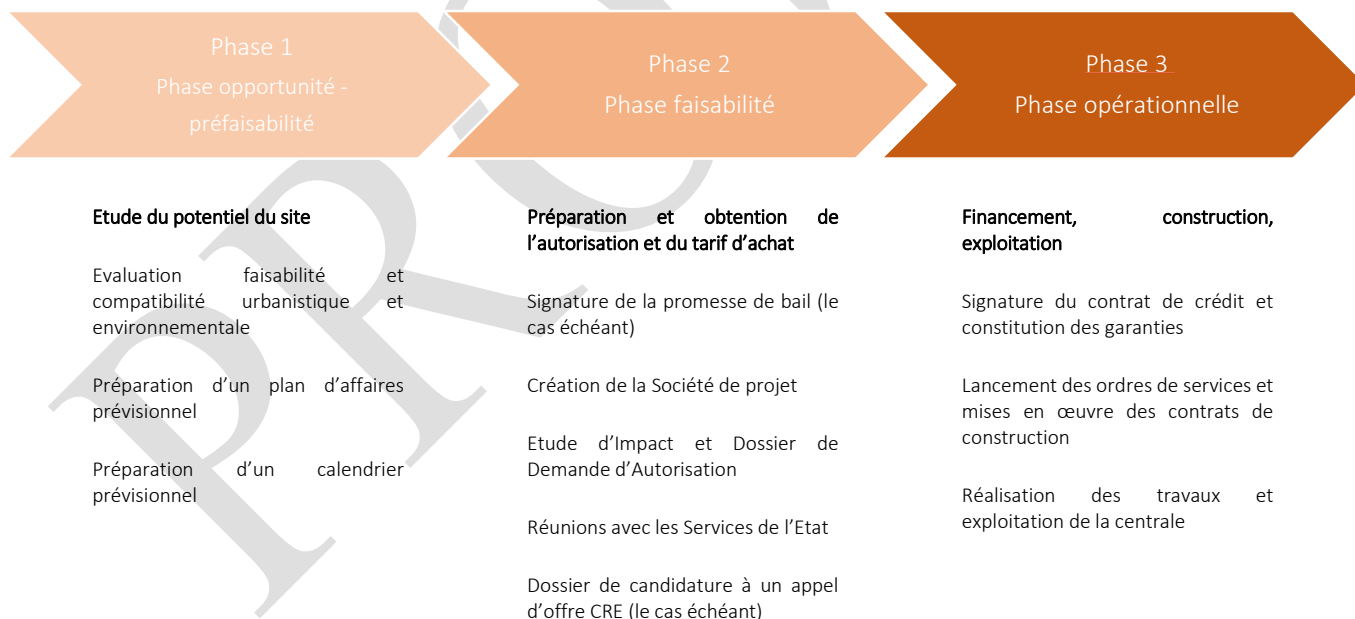
Plus généralement, la présente Convention a pour objet de définir les grands principes de collaboration entre les Parties pour l'étude et, le cas échéant, la mise en place d'une centrale photovoltaïque sur le territoire de la commune de Macon.

C'est dans ce cadre que les Parties s'engagent à collaborer pour le développement du Projet dans les conditions décrites ci-dessous dans la perspective de prendre des participations dans le capital de la Société de projet qui sera créée pour les besoins du Projet conformément aux dispositions réglementaires applicables.

ARTICLE 2 : PHASAGE DU PROJET

2.1 Phasage général du projet photovoltaïque

Le Projet se déroulera en trois phases successives représentées schématiquement comme suit.



Phase 1 : Il s'agit de la phase de pré faisabilité du Projet permettant d'analyser rapidement le site dans un premier temps et ainsi identifier les principales problématiques et éventuelles contraintes qui pourraient s'opposer à la réalisation de celui-ci. Cette phase est également l'occasion de préparer la phase suivante en consultant les Bureaux d'Études. Au terme de cette phase, les Parties se concerteront pour décider de poursuivre ou d'abandonner le projet.

Phase 2 : Elle a pour finalité la rédaction d'un dossier de demande d'autorisation (comprenant l'étude d'impact). Pour les

besoins du Projet, les Parties étudieront l'opportunité de constituer une Société de projet (ci-après la « **Société de projet** ») qui aura pour vocation de détenir les droits et autorisations nécessaires à la mise en œuvre du Projet. Les études et les démarches administratives, juridiques et de financement pour l'obtention des autorisations seront mises en œuvre dans le cadre d'un travail et d'un financement commun accompagné par la mission d'un AMO. Cette phase s'achève par l'obtention de toutes les autorisations administratives et techniques nécessaires au financement du Projet.

Phase 3 : Il s'agit de la phase de mise en œuvre du Projet ; elle est matérialisée par le financement du Projet recherché en phase 2 ainsi que par la conclusion des marchés nécessaires à la construction, l'exploitation et la maintenance de l'installation en vue de la vente de l'électricité produite.

2.2 Phase 1 (pré faisabilité)

2.2.1 Objet de la phase 1

La phase 1 a pour objet de réaliser les pré-études du Projet et de définir ses grandes caractéristiques (zones d'implantation, accès, puissance de production, contraintes éventuelles, ...). Cette phase de « *pré faisabilité* » devra permettre aux Parties de disposer d'une analyse critique de son attractivité technique et financière.

Cette phase inclut ainsi la réalisation d'un plan d'affaires prévisionnel pour le comité de pilotage décrit ci-dessous afin que ce dernier puisse arbitrer en faveur ou non de la poursuite du développement du Projet.

Les Parties s'engagent à mettre en œuvre les moyens nécessaires au développement du Projet et à communiquer au comité de pilotage les résultats des analyses collectées pendant cette phase dans les plus brefs délais.

Les Parties conviennent de s'avertir mutuellement et sans délai des événements ou des situations qui pourraient être susceptibles de causer des retards ou un supplément de coûts, ou qui peuvent avoir une quelconque influence sur le bon déroulement ou la rentabilité du Projet.

A la fin de phase 1, les Parties décident conjointement de la poursuite ou non du Projet.

2.2.2 Répartition des frais de la phase 1

L'ensemble des frais liés à l'exécution de la phase 1 est porté par la SEML Côte-d'Or Énergies.

2.2.3 Décision de suite à donner à l'issue de la phase 1

Le Comité de pilotage procède à l'analyse des éléments du dossier de pré faisabilité et décidera (1) soit de demander des compléments, (2) soit d'abandonner le projet en question, (3) soit de poursuivre le développement du Projet en phase 2.

La fin de la phase 1 du Projet correspond à la décision du lancement de la phase 2 du Projet ou à son abandon par une décision du Comité de pilotage.

2.3 Phase 2 (faisabilité et autorisations)

La phase 2 a pour finalité :

- La mise au point de l'ensemble des actes constitutifs de la Société de projet et son immatriculation ;
- Le dépôt des demandes d'autorisation ainsi que l'ensemble des demandes administratives nécessaires à la réalisation du projet et son exploitation comme décrit ci-dessous.

A la fin de la phase 2, les Parties décident conjointement du passage ou non en phase 3.

2.3.1. Description des diligences de la phase 2

La Société de projet sera créée entre les Parties, entre le début de la phase 2 et le dépôt du dossier de demande d'autorisations. Les solutions les plus souples et les moins onéreuses seront mises en œuvre prioritairement.

La Société de projet aura pour objet exclusif la production d'énergie renouvelable au sens des dispositions de l'article L 2253-1 du Code général des collectivités territoriales et des dispositions de l'article L.2221-1-3 du Code général de la propriété des personnes publiques.

2.3.2 Répartition des frais de la phase 2 et valorisation

- *Frais de développement*

L'ensemble des frais liés à l'exécution de la phase 2 seront portés par les cinq futurs actionnaires. La répartition des frais entre les Parties se fera au prorata de leur détention de capital dans la Société de projet (voir 2-3-3 ci-dessous).

En cas d'échec avant la constitution de la Société de projet, le règlement des frais se fera au prorata de la répartition indicative en capital donnée au paragraphe 2.3.3.

En cas de passage en phase 3 du projet, les coûts internes et externes supportés par les Parties selon la répartition décrite précédemment seront refacturés à la Société de projet et plafonnés à hauteur de 150 000 €HT.

Pour les besoins du Projet chaque prestation d'un montant inférieur à 5% du budget global de développement (150 000€HT), et dans la limite de 10% de ce budget, pourra être engagée sans avis préalable du Comité de pilotage. Les prestations à engager d'un montant supérieur à 5% du budget global de développement devront être transmises pour accord express au Comité de pilotage par tout moyen.

Les Parties s'efforceront d'équilibrer les frais engagés entre elles et de créer rapidement la Société de projet à qui seront refacturés les coûts de développement déjà réglés.

Par la suite, les coûts seront engagés dans le cadre de la Société de projet fonctionnant selon ses Statuts et un Pacte d'associés.

Les frais de développement engagés en phase 2 seront, selon le cas :

- Refacturés à la Société de projet en cas d'investissement. Les Parties ayant pris en charge ces frais pourront valoriser leur montant au titre de leur prise de risque financier en appliquant les règles suivantes :
 - Plancher : le montant de la valorisation devra permettre de conserver un TRI actionnaire d'au moins 5%
 - Plafond : le montant de la valorisation sera au maximum de 3 fois le montant engagé par la Partie dans la phase 2
- Sauf convention contraire entre les Parties, en cas de décision conjointe d'abandon définitive du Projet (sans solution de reprise par l'une ou l'autre des Parties ni de cession des droits du projet à une autre entité), chaque Parties supportera les frais engagés au prorata de la répartition indicative en capital donnée au paragraphe 2.3.3

2.3.3 Spécificités applicables à la Société de projet

Une Société de Projet sera créée au cours de la Phase 2 dans les conditions décrites ci-dessous.

La Société de projet sera constituée conformément à la réglementation en vigueur et plus particulièrement sous la forme de société par actions simplifiée (SAS).

Elle aura pour objet social la production d'énergie électrique d'origine photovoltaïque. Sa gouvernance, définie dans un Pacte d'associés, permettra aux collectivités d'exercer un contrôle étroit sur la structure, le tout dans les conditions prévues à l'article L. 2253-1 du CGCT et de l'article L 2122-1-3 du CG3P visé ci-dessus.

Les Parties s'engagent à collaborer pour le développement du Projet dans les conditions décrites ci-dessous dans la perspective de prendre des participations dans le capital de la Société de projet qui sera constituée dans les proportions indicatives suivantes :

- 30% pour la SEML Côte-d'Or Énergies
- 30% pour le SYDESL
- 10% pour la Commune de Mâcon
- 9% pour le Mâconnais Beaujolais Agglomération
- 21% pour la SEMA

Il est entendu que l'actionnariat public (SYDESL, Commune de Mâcon et Mâconnais Beaujolais Agglomération) ne pourra être supérieur à 50 % dans un premier temps (jusqu'à mise en service de la centrale au moins) puisque la Société de Projet ne serait plus dans ce cas une SAS mais une SEML.

Il est rappelé que compte tenu de la qualité de ses actionnaires, la Société de projet est soumise aux règles de la Commande Publique. Les conditions de mises en concurrence des entreprises indépendantes s'effectueront sur la base d'un cahier des charges rédigé et validé par les Parties.

Les appels de fonds pourront se traduire par des apports en compte courant d'associés pour financer le développement du Projet dans les conditions arrêtées par les Associés lors de la création de la Société de projet.

Les Parties négocieront de bonne foi les Statuts de la Société de projet ainsi qu'un Pacte d'associés conforme aux principes généraux définis dans la présente Convention.

Ce Pacte d'associés sera finalisé au moment de la création de la Société de projet et signé en même temps que les Statuts. L'ensemble des deux documents, sans que cette énumération ne soit exhaustive, définiront notamment :

- L'objet de la Société de projet ;
- Les modalités de gouvernance et de coopération entre les Parties au sein de la Société de projet pour la réalisation du Projet ;
- Les organes de gouvernance de la Société de projet, leurs attributions et leurs règles de fonctionnement (conseil d'administration, président, assemblée générale ...) ;
- L'obligation pour chaque Associé d'informer les autres Associés de toute modification de contrôle de cet Associé ;
- Les droits d'information qui comprendront, a minima, pour chacun des Associés, un droit de communication d'information périodique sur l'activité de la Société de projet (états financiers, événements survenus, rapports sur les risques d'exploitation...) ainsi qu'un droit d'audit approfondi et régulier des comptes et opérations de la Société de projet ;
- Les modalités de conclusion, de modification et de cessation des conventions conclues, directement, indirectement ou par personne interposée, entre la Société de projet et un Associé ;
- Une procédure de résolution des blocages des décisions des Associés ;
- Les principes généraux de mise en place des modalités de financement de la Société de projet ;
- Les modalités de gestion des comptes de la Société de projet ;
- Les modalités de désignation des commissaires aux comptes ;
- Les critères à prendre en compte pour décider de la distribution des dividendes.

Les Statuts incluront notamment les dispositions suivantes :

- Inaliénabilité : interdiction de transfert, par quelque moyen que ce soit (apport, fusion, scission, mise en fiducie, garantie, etc.) de tout ou partie des titres à un tiers (hors filiale d'une des Parties) pour une durée à

déterminer par les Parties à compter de la mise en service du parc photovoltaïque, à l'exception de cessions convenues entre les partenaires ou de tiers déjà identifiés entre les Parties ;

- Cession à un tiers (hors filiale d'une des Parties) : au-delà de la période d'inaliénabilité du capital susvisée, les Parties sont autorisées, sous réserve d'un droit de préemption, à céder leurs titres à un tiers sous réserve que le tiers adhère au Pacte d'Associés de la Société de Projet et que l'Associé cédant garantisse les engagements du tiers cessionnaire.

L'ouverture du capital à un tiers (hors filiale d'une des Parties) fera l'objet d'une décision unanime des Associés et d'un agrément. L'entrée au capital d'un tiers (filiale ou non) sera subordonnée à l'adhésion du tiers au Pacte d'associés.

2.3.4 Décision de poursuivre le projet en Phase 3

Lorsque l'ensemble des autorisations du projet auront été obtenues et que les différents prestataires pressentis auront été sélectionnés, y compris ceux nécessaires au financement, les Parties pourront décider conjointement de poursuivre le projet en phase 3, dans le cadre de l'organe décisionnaire de la Société de Projet.

Dans le cas où l'une des formalités ou démarches administratives ou juridiques relatives à l'obtention des autorisations nécessaires au projet n'aura pu être accomplie pour des raisons non imputables aux Parties, l'organe décisionnaire de la Société de Projet décidera de l'action à mener en fonction de la nature de l'obstacle. Le cas échéant, l'organe décisionnaire de la Société de Projet pourra prononcer l'abandon du projet.

La décision d'engager la phase 3 entérinera :

- i. Le calendrier prévisionnel de réalisation du projet ;
- ii. L'obtention du financement pour le projet ;
- iii. Le tarif de vente de l'énergie obtenu et son mécanisme ;
- iv. Le plan d'affaires à 30 ans établi ainsi que les hypothèses sous-jacentes.

Suite à cette décision de l'organe décisionnaire de la Société de Projet, le projet passera en phase 3 ou à l'abandon du projet.

2.4 Phase 3 (financement et phase opérationnelle)

La phase 3 a pour objet la mise en œuvre du projet et se matérialise par :

- La signature des documents liés au financement (les emprunts seront contractés sans recours) et aux actes de garanties et de sûretés associés
- L'organisation des appels d'offres permettant la désignation des entreprises et fournisseurs en charge de la réalisation et de l'exploitation du projet

Elle intègre notamment à ce titre les phases de construction et d'exploitation de la ou des centrales.

ARTICLE 3 : COMITE DE PILOTAGE

3.1 Création et attribution du Comité de pilotage

Pour assurer le suivi des étapes décrites ci-dessus, les Parties conviennent de mettre en place à la signature de la présente Convention un Comité de pilotage (ci-avant et ci-après le « **Comité de pilotage** ») dont la mission est de décider des grandes orientations du Partenariat et de suivre l'évolution du Projet pendant les phases 1 et 2. Lorsque la société de Projet aura été créée, son organe décisionnaire remplacera le Comité de pilotage.

Le Comité de pilotage se réunira à partir de la date de signature de la Convention autant de fois que nécessaire sur demande expresse d'une des Parties et au moins 1 fois par trimestre. Ces réunions peuvent se tenir par vidéo conférence ou par conférence téléphonique.

3.2 Fonctionnement du Comité de pilotage

Les Parties échangeront :

- un bilan des actions et des moyens (humains, financier...) mis en œuvre pour le développement du Projet faisant apparaître les difficultés rencontrées en apportant autant que possible des actions à entreprendre pour y remédier ;
- un compte rendu sera établi après chaque réunion.

3.3 Composition – présidence – modalités de décisions

Ce Comité de pilotage sera composé de six (6) membres répartis comme suit :

- 2 membres pour la SEML Côte-d'Or Energies
- 2 membres pour le SYDESL
- 1 membre pour la SEMA
- 1 membre pour la Commune de Mâcon
- 1 membre pour Mâconnais Beaujolais Agglomération

Chaque partie désignera selon ses procédures internes ses représentants au sein du Comité de pilotage. Ces fonctions ne seront pas rémunérées.

Le Comité de pilotage sera co présidé par la SEML Côte d'Or Energies, le SYDESL, la ville de Mâcon et la SEMA. Il délibérera à l'unanimité de ses membres présents.

D'autres partenaires ou conseils pourront participer partiellement au Comité de pilotage pour recueillir leur avis.

ARTICLE 4 : ENTREE EN VIGUEUR – DUREE - TERME DU CONTRAT

Le partenariat entrera en vigueur à compter de sa date de signature par l'ensemble des Parties pour une durée de 36 mois.

La Convention arrivera à son terme :

- Soit à l'issue d'une durée de 36 mois à compter de la signature de la présente convention, sauf décision expresse des Parties de la proroger autant de fois que nécessaire, par période de douze (12) mois ;
- Soit à la date d'immatriculation de la Société de projet dans les conditions définies précédemment ;
- Soit en cas d'abandon du projet.

ARTICLE 5 : ENGAGEMENTS DES PARTIES

5.1 Pendant toute la durée de la Convention, chaque Partie s'engage à mobiliser les ressources nécessaires au développement du Projet Photovoltaïque dans la limite de ses prérogatives et compétences, à faire ses meilleurs efforts pour accompagner le développement du Projet Photovoltaïque. D'une manière générale, les Parties s'engagent à coopérer d'une manière loyale et efficace.

Les Parties conviennent de s'avertir mutuellement et sans délai des événements ou des situations qui sont susceptibles de causer des retards ou un supplément de coûts, ou qui peuvent avoir une quelconque influence sur le bon déroulement ou la rentabilité du Projet.

5.2 A date, les Parties déclarent et garantissent qu'aucun autre accord que le présent document n'a été conclu dans la perspective du Projet ni vient rendre la réalisation du Projet plus complexe.

Il est expressément prévu que les Parties détermineront les conditions des études, de la construction et de la maintenance du Projet après mise en concurrence au mieux des intérêts de la Société.

A ce titre, afin de s'assurer que la centrale photovoltaïque sera construite et exploitée selon des conditions normales de marché convenues entre des entreprises indépendantes, les Parties conviennent qu'elles s'accorderont sur les meilleures options et solutions afin de retenir le partenaire mieux disant après une analyse comparative de ces différentes options sur la base d'un cahier des charges rédigé et validé par les Parties.

ARTICLE 6 : CALENDRIER PREVISIONNEL

Les Parties conviennent que le Projet se réalisera selon le calendrier prévisionnel à construire lors de la phase 1 de pré faisabilité. Ce calendrier sera adapté et ajusté en fonction des contraintes rencontrées dans le cadre de l'exécution du Projet par le Comité de pilotage.

ARTICLE 7 : RETRAIT DES PARTIES

Il est expressément convenu entre les Parties qu'à la fin de la phase 1 ou durant la phase 2, chacune des Parties pourra librement décider de se retirer de celui-ci pour un juste motif ou pour un motif d'intérêt général.

Elle en informera les autres Parties par lettre recommandée avec accusé de réception en précisant et documentant les motivations de ce retrait.

Le retrait prendra effet à la date de réception de la lettre susvisée.

Cette décision justement motivée, la Partie sortante pourra bénéficier du remboursement des frais réels qu'elle aura engagés mais ne pourra demander le versement de dommages et intérêts ou indemnité de quelque nature que ce soit. Cette dernière devra transférer aux Parties restantes la propriété des résultats des pré-études et pré-analyses réalisées, ainsi que l'ensemble des droits de propriété intellectuelle relatifs à ces résultats, études, et pré-études.

Le cas échéant, la Partie qui souhaite se retirer du projet prend l'engagement de céder les actions éventuellement prises dans le capital de la Société de projet au montant du nominal dans les conditions décrites qui auront été établies entre les parties.

Dès lors qu'une Partie se sera retirée du Projet objet de la présente Convention, celle-ci prendra fin de plein droit à la date du dernier retrait.

Au cas où les autres Parties émettent la volonté de poursuivre le Projet alors qu'une Partie se retire selon les conditions ci-dessus, la Partie qui se désiste s'interdit directement ou indirectement :

- de poursuivre le développement du Projet seule ou avec un tiers ;
- de développer un projet concurrent, seule ou avec un tiers, sur le même site ou sur un site qui compromettrait le développement du projet identifié ;
- d'entraver ou de retarder la poursuite du Projet par l'autre Partie.

Par ailleurs, la Partie qui se désiste restera soumise aux obligations de confidentialité énoncées ci-dessous.

Les Parties continuant le Projet seront quant à elles déliées de tout engagement à l'égard de la Partie ayant abandonné le Projet et seront donc libres d'en poursuivre le développement et la réalisation seules ou avec un tiers.

ARTICLE 8 : INTUITU PERSONAE ET EXCLUSIVITE

8.1 La présente Convention est conclue en considération de la qualité de chaque Partie. La Convention ne pourra en conséquence être cédée ou transférée sans l'accord préalable et écrit de l'ensemble des Parties.

En toutes circonstances, chaque Partie traite en son nom personnel et ne saurait en aucune façon être considérée comme le mandant ou le mandataire d'une autre partie.

Les Parties conviennent que, tant que la Convention sera en vigueur, elles ont l'intention de coopérer étroitement et sur la base décrite ci-après, dans un esprit de confiance mutuelle pour l'avancement et le bénéfice du Projet.

8.2 Les Parties confirment leur intention de participer au Projet dans les termes prévus dans la Convention et s'interdisent de nouer d'autres partenariats avec d'autres intervenants portant sur le même objet et sur le même territoire d'étude.

Dans tous les cas, les parties coopéreront de bonne foi et agiront de manière à promouvoir l'intérêt commun des Parties dans le Projet.

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITE DES DONNEES - ETHIQUE

Pour les besoins de la Convention, seront notamment considérées comme soumises à l'engagement de confidentialité toutes les informations, opinions, prévisions, analyses ou études concernant le Projet Photovoltaïque ainsi que toute autre information communiquée par les Parties à l'occasion de leurs échanges.

La publication ou la transmission de toute information relative au Projet par l'une des Parties ne sera permise qu'après accord exprès des autres Parties.

Dans l'hypothèse où l'une des Parties serait irrémédiablement contrainte, en vertu d'une décision de justice d'un tribunal compétent, dans le cadre d'une procédure administrative ou judiciaire, ou en vertu d'une loi ou d'un règlement, de divulguer un ou plusieurs éléments confidentiels, elle s'engage à en informer sans délai les autres Parties en leur fournissant tous les éléments nécessaires ou utiles sur la portée de cette obligation de divulgation.

Les Parties se concerteront alors sans délai, afin d'étudier les modalités selon lesquelles cette obligation de divulgation pourrait être valablement satisfaite, tout en limitant sa portée et ses conséquences dans toute la mesure du possible.

Chaque Partie reconnaît et consent à garder secrètes les informations confidentielles, à limiter l'accès aux informations confidentielles des Parties aux seuls membres de leur personnel, du personnel de leurs sociétés affiliées, ainsi que du personnel de leurs conseils, des membres des conseils délibératifs ou comité de direction de chacune des Parties afin de mener à bien leurs missions.

Chaque Partie s'engage à conserver confidentielle toute information échangée dans le cadre de ce projet, et ceci jusqu'à 3 ans après la mise en service des installations.

ARTICLE 10 : MEDIATION - LITIGES

Préalablement à toute instance judiciaire, les Parties s'engagent à soumettre tout différend relatif à la Convention à une tentative de médiation. Chaque Partie désignera alors un médiateur, sauf à ce qu'elles s'accordent sur le choix d'un seul. En cas de mise œuvre de la médiation, l'une des Parties informera l'autre par LRAR du nom du conciliateur proposé, l'autre Partie aura huit jours pour notifier celui qu'elle désigne ; le défaut de réponse dans ce délai vaudra accord de la deuxième Partie sur le choix du conciliateur proposé par la première. Dans un délai raisonnable ne pouvant excéder un délai maximum de trois mois à compter de leur désignation, les conciliateurs s'efforceront de régler les difficultés qui lui seront soumises et de faire accepter par les Parties une solution amiable.

En cas d'échec de la médiation obligatoire préalable, le contentieux sera porté devant le tribunal d'instance ou de grande instance de Mâcon.

ARTICLE 11 : DECLARATION DES PARTIES

Les Parties déclarent qu'elles ne font l'objet d'aucune mesure ou procédure, susceptible de restreindre leur capacité civile ou de mettre obstacle à la libre disposition de leurs biens, qu'elles ne sont pas et n'ont jamais été en état de liquidation des biens, règlement judiciaire, redressement judiciaire ou cessation de paiement.

ARTICLE 12 : LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX

Chacune des Parties ainsi que leurs représentants respectifs déclare en application de la réglementation sur la lutte contre le blanchiment des capitaux :

- qu'elle agit pour son propre compte ;
- que l'origine des fonds éventuellement versés antérieurement aux présentes pour les besoins du Projet est licite et ne provient pas d'une activité contraire à la législation qui lui est applicable notamment au titre VI intitulé « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux » du livre V du Code Monétaire et Financier ;
- que l'origine des fonds versés dans le cadre de la présente opération est licite et ne contrevient pas à la législation visée ci-dessus ;
- qu'elle n'a pas facilité par tout moyen la justification mensongère de l'origine des biens ou revenus de l'auteur d'un crime ou d'un délit ayant procuré à celui-ci un profit direct ou indirect, ni apporté un concours à une opération de placement, de dissimulation ou de conversion du produit direct ou indirect d'un crime ou d'un délit.

ARTICLE 13 : DISPOSITIONS FINALES

La nullité qui pourrait affecter une des dispositions de la Convention n'affectera pas la validité de ses autres dispositions. Les Parties s'efforceront d'un commun accord de substituer à cette disposition nulle une autre disposition d'effet équivalent.

Toute modification des termes de la Convention devra faire l'objet d'un avenant écrit et signé par les représentants dûment habilités des Parties.

Les Parties acceptent les accords précités et signent le présent document en cinq (5) exemplaires.

Pour la
Commune de Mâcon

Pour le
SYDESL

Pour
la SEML Côte-d'Or Énergies

Le
A

Le
A

Le
A

Pour
Mâconnais Beaujolais Agglomération

Pour la
SEMA

Le
A

Le
A